

L'attentat de Nice frappe une fois encore des personnes civiles. Nul combat, nulle guerre, nulle idéologie ne peuvent justifier une telle politique meurtrière.
Notre soutien aux victimes est total.

Mais nous continuons à déplorer la politique gouvernementale. Plus les mois avancent, plus la situation se complexifie : la société et la politique françaises génèrent de la violence à l'extérieur et à l'intérieur de notre pays, et les acteurs de cette violence sont multiples.

La réponse à une telle situation doit être une politique de fond, sociale, économique, de solidarité et de paix qui puisse durablement éloigner les menaces et décourager les engagements individuels destructeurs et suicidaires.

La prolongation de l'état d'urgence, la relance de la demande par Manuel Valls de pouvoir réaliser des perquisitions administratives, c'est à dire en passant par dessus l'existence de la justice... tout cela montre depuis plus d'un an maintenant les limites de tels moyens pour lutter réellement contre le terrorisme. Mais souvenons nous aussi comment ils sont utilisés contre des militants et militantes, simples manifestant-es contre la loi travail ou pour la justice climatique, ou contre des personnes dont le seul tort est de pratiquer l'Islam.

La démagogie ne peut servir de politique, elle ne peut que renforcer ceux et celles qui veulent se saisir de cette occasion pour imposer des politiques discriminatoires, racistes, d'exclusion.

**144 Bd de la
Villette
75 019 Paris**

**Téléphone 33 1 58 39 30 20
Télécopie 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

